

Un professeur appelle à tout repenser

(PC) Plus de sens, moins de marchandisation. Voilà le défi que devra relever l'industrie de la mort pour actualiser ses rites funéraires et les rendre plus efficaces, estime le professeur Jacques Cherblanc, de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Celui-ci présentait cette semaine, au 78e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), les grandes lignes d'un important projet de recherche-action à venir avec les thanatologues du Québec.

Confrontée à de nombreux maux internes, la Corporation des thanatologues a mandaté le Laboratoire d'expertise et de recherche en anthropologie rituelle et symbolique (LERARS) pour l'aider dans sa quête de sens, a appris *Le Devoir*. La désaffection des Québécois à l'égard de la religion rend en effet nécessaire le renforcement de la fonction d'accompagnateur des entrepreneurs funéraires, le tout dans un contexte où les gens n'ont plus de temps à consacrer à leurs morts.

Dans les années 60, 70 et même 80, les familles étaient prêtes à sacrifier du temps pour leurs disparus. Le rite était soigneusement codifié et structuré : toilette du corps, veillée, cortège, funérailles, enterrement. Mais graduellement, « la modernité a entraîné une déri-

tualisation et une désociabilisation de la mort », note Jacques Cherblanc, qui dirige le LERARS. Le triomphe du capitalisme et de l'individualisme a fait le reste. « Aujourd'hui, les étapes de la mort sont escamotées, certaines ont même été éliminées. »

Ceci explique-t-il cela ? Il est de plus en plus fréquent que les familles ne réclament que le strict minimum, soit ce que la régie prévoit en pareille occasion : 2 500 \$ pour couvrir le transport du corps, son incinération et la remise des cendres. Le tout est alors expédié dans un minimum de temps, et bien souvent sans même que la famille jette ne serait-ce qu'un oeil à la dépouille.

La montée en flèche de ce « fast-food » funéraire inquiète les thanatologues. « Ce n'est pas tant l'aspect financier qui les dérange que les pathologies du deuil qui viennent avec lui : un deuil qui s'étire, un deuil qui ne se fait pas, des pathologies qui sont de plus en plus répandues », raconte le spécialiste.

Traitement au rabais

Le problème est devenu si répandu que certains thanatologues ont commencé à proposer le traitement du corps au rabais, même s'il doit être incinéré après. « Ils ont constaté, et c'est aussi ce que la recherche a montré, que lorsqu'il n'y a qu'une urne qui est exposée, le deuil se fait plus mal. Certains

vont donc proposer aux proches de traiter le corps avant son incinération pour qu'ils puissent le voir et ainsi faciliter leur deuil », explique Jacques Cherblanc.

Dans son analyse préliminaire, le directeur du LERARS a défini trois enjeux principaux qui nécessiteront une profonde remise en question de cette industrie. Il y a d'abord le rite, qui devra être repensé de manière à empêcher toute coupure entre le symbole et le geste. Le symbole lui-même devra être redéfini pour éviter toute cassure entre le signifiant et le signifié. Enfin, il faudra repenser les modèles d'affaires des maisons funéraires pour brider le capitalisme rampant qui les guette.

Il y a aussi toute la question de l'après, qui se vit de plus en plus seul, sans le soutien des piliers religieux et familiaux d'avant. « Traditionnellement, il y avait l'avant, la préparation du corps, la cérémonie et enfin le deuil qui permettait de se réintégrer à la société. Cette période n'existe plus pour une majorité d'endeuillés », constate Jacques Cherblanc.

Sans oublier la négation pure et simple des besoins des endeuillés par un nombre croissant de disparus qui, en choisissant d'être les acteurs de leur propre mort, privent leurs proches des vertus d'un rituel collectif. Autant de questions qui seront étudiées plus en profondeur dans cette ambitieuse recherche-action.



PHOTO D'ARCHIVES

■ Les pathologies du deuil sont de plus en plus répandues, ce que plusieurs chercheurs expliquent par la déritualisation de la mort dans nos sociétés modernes.